



## Déclaration de la CGT-Culture en comité technique ministériel du 13 mars 2018

Paris, le 13 mars 2018

Madame la ministre de la Culture,

Le 4 décembre au comité technique ministériel, vous ouvriez la porte au dialogue social et souligniez l'importance du débat.

Alors que nous aurions été fondés à rejeter le programme « *Action publique 2022* » sans autre forme de procès - nous avons en effet de profonds désaccords avec ses motivations, ses objectifs et ses ressorts politiques - nous avons pris pourtant le parti de participer aux réunions organisées, dans la douleur, par le secrétaire général du ministère.

Non pas pour accompagner le changement et acquiescer mais obtenir les informations concrètes, claires, nettes et précises que les agents attendent et réclament légitimement.

Vous jouez dangereusement avec ce climat anxiogène et faites bien peu de cas de l'inquiétude des agents.

Vous parlez de transparence et de modernité, parlons-en : en dehors d'une communication institutionnelle qui reste au niveau des généralités et égraine des platitudes, nous n'avons aucun élément sur les évolutions prévisibles et les réorganisations susceptibles d'intervenir et de peser lourdement sur le ministère de la culture et ses agents, dès cette année.

Le secrétaire général nous a annoncé, en pleine tempête de neige, la création de dix groupes de travail sur les grandes missions-supports de l'administration centrale. Ces groupes fonctionnent sur le mode de l'entre-soi. Ce sont des professionnels de la profession, tous issus du secrétariat général qui vont travailler en chambre et se concerter entre eux, entre spécialistes (ressources humaines, formation, systèmes d'information et transformation numérique, études et observation, documentation, logistique, communication, action internationale et européenne, recherche, budget et chaîne de la dépense). Et tout cela à distance des agents et de leur réalité bien souvent difficile comme en atteste le baromètre social que vous avez commandé, s'il fallait une démonstration de plus pour vous en convaincre !

Nous avons demandé à être associés à ces groupes de travail. Ce ne sera pas possible. Nous avons essuyé un refus catégorique de votre administration. Nous ne pouvons pas accepter d'être renvoyés à une présentation *a posteriori*, quand la messe sera dite... même si la fermeté légendaire de monsieur le secrétaire général adjoint ne saurait souffrir aucune entorse. Accessoirement, nous avons demandé un groupe de travail sur les politiques culturelles et la démocratisation de la culture, or pour l'instant, *nada*. Vous ne pouvez persister dans cette voie alors que l'enquête « *baromètre social* » montre de façon

cruelle que les agents sont orphelins d'un cap compréhensible et ambitieux donné à ce ministère. Nous ne sommes pas non plus associés aux travaux tels que présentés à l'instant par les directeurs généraux d'administration centrale.

Par ailleurs en matière de transparence, il est impossible, malgré nos recherches acharnées, de savoir ce que vous avez dit à votre grand oral en Conseil des ministres de février dernier ni ce que vous porterez au Comité d'Action Publique, appelé CAP 22, dans quelques semaines. Merci d'instruire l'assemblée.

Même vos prédécesseurs dans des périodes pourtant au moins tout aussi conflictuelles, à l'instar de la RGPP, ne sont pas allés aussi loin dans le mépris du dialogue social, c'est-à-dire des personnels.

A ce stade du calendrier de la réforme, vous êtes bel et bien au pied du mur. C'est la crédibilité de la parole politique qui est en jeu :

- soit vous donnez du sens au dialogue social et à la concertation ;
- soit vous les alimentez avec les vraies informations ;
- soit vous différez encore de manière dilatoire et on pourra dire, malgré tout le respect que l'on vous doit, que vous avez un double langage.

Qu'est-ce que ça veut dire quand on vous parle d'informations concrètes pour les agents :

- quid des musées et des SCN, nos Start-up Culture Nation ?
- quid des archives ?
- quid de l'administration centrale et de son organisation actuelle : qu'allez-vous regrouper ; qu'allez-vous fermer ; qu'allez-vous supprimer ; qu'allez-vous transférer ; qu'allez-vous externaliser ?
- quid des établissements publics, de leur autonomie, de leur modèle économique et social et de votre fameux projet de déconcentration des actes de gestion ?
- quid des DRAC et de leur organisation ?
- quelle addition allez-vous présenter aux agents en termes de destructions d'emplois, de recul de leurs droits, de coupes budgétaires et de dégradation des conditions de travail ?

Pour les agents, tout cela est étroitement lié et vous ne pouvez plus faire mine de ne pas le comprendre.

Construire une « Start-up Nation » et démembrer le service public, voilà qui résume malheureusement votre projet politique. Contrairement à ce que martèlent le Président de la République et le gouvernement d'Edouard Philippe, ce projet n'a absolument rien de moderne. Il est même à des années lumière des besoins sociaux et culturels de la population, là où elle se trouve, sur tout le territoire métropolitain et ultra-marin. Et nous avons une pensée citoyenne et fraternelle pour Mayotte.

***Vive la Culture et que vive le ministère de la Culture !***